

Note sur l'enjeu politique au Rwanda, en date du 8 mars 1993

à l'occasion de la présentation du rapport de la mission de la
Fédération Internationale des Droits de l'Homme au Rwanda

de Jean-Pierre CHRETIEN,
Historien - Directeur de recherche CNRS
Centre de recherches africaines - Paris 1

NOTE SUR L'ENJEU POLITIQUE AU RWANDA : LA DEMOCRATIE OU LE RACISME

Sortir du silence

Il n'est pas facile pour les chercheurs de s'exprimer sur un problème aussi brûlant que celui du Rwanda actuel. Le simple fait d'identifier les faits et les enjeux est aussitôt ressenti comme une "position" par les camps extrêmes. Pourtant il est urgent de parler clair. Depuis deux ans ce pays s'enfonce dans la même logique folle du massacre "ethnique" qu'au Burundi en 1972 et il est en passe de devenir un nouveau Libéria.

Malgré la présence depuis octobre 1990 d'un corps expéditionnaire français, aux objectifs contradictoires et controversés, le drame de ce pays s'est développé dans une sorte d'indifférence: silence de notre Parlement, discrétion de la presse (y compris de certains organes en principe spécialisés sur l'Afrique), absence quasi absolue des médias audio-visuels, sauf à Radio-France internationale. Par exemple le silence a régné sur le génocide de familles entières des éleveurs Bagogwe du Nord du pays, commis à l'initiative des autorités locales en janvier et février 1991. Ce sont des citoyens rwandais courageux, journalistes et militants des Droits de l'homme, qui l'ont dénoncé. Avant le compte rendu présenté en ce mois de mars 1993 par la Commission internationale sur les violations des Droits de l'homme au Rwanda, l'Association pour les droits de la personne et des libertés publiques a publié à Kigali en décembre dernier un rapport de plus de 300 pages, accablant pour certains secteurs du pouvoir rwandais.

Aujourd'hui la presse française découvre enfin la question rwandaise. Mais en de nombreux cas, elle reprend au pied de la lettre la propagande traditionnelle du régime de Kigali, consistant à reporter sur des causes extérieures la responsabilité de l'impasse et du déshonneur où il se trouve après vingt ans de dictature sans partage, une propagande curieusement reprise par des services officiels français dont on attendrait plus de lucidité.

Un conflit "ethnique" ou une idéologie de races ?

Cette situation pose un grave problème de responsabilité à la fois morale et intellectuelle, tant est profond le décalage entre la réalité du drame vécu au Rwanda et la médiocrité de l'information qui semble présider aux décisions de notre pays dans cette région d'Afrique. Tout est obstinément réduit à une querelle dite interethnique, à un antagonisme atavique qui opposerait les "féodaux tutsi" aux "paysans hutu", c'est-à-dire en fin de compte à une vision raciale ("Hamites" contre "Bantous") des anciens clivages héréditaires de la société rwandaise. Ces clichés douteux, hérités du début du siècle, apparaîtraient comme intolérable s'ils étaient appliqués à des conflits sociaux et politiques en Europe. Accepterait-on chez nous de voir la seconde guerre mondiale décrite non comme une coalition contre le nazisme, mais comme une lutte ancestrale des Celtes et des Slaves contre les purs Germains, ou des Aryens contre les Sémites? Or c'est exactement le type de discours que la propagande de Kigali veut faire passer

jusque dans notre pays en exploitant la persistance d'une "ethnographie" archaïque dans le regard porté généralement sur l'Afrique.

Un racisme deviendrait-il honorable quand il devient l'idéologie officielle d'un Etat africain? Or comment qualifier autrement un discours qui assimile "le peuple rwandais" à une "race bantoue", qui considère pour l'éternité les Rwandais tutsi comme des envahisseurs étrangers et qui définit la "démocratie" comme la loi d'une "majorité" héréditaire incarnée par un "père de la nation"? Cette charte fondatrice du régime Habyarimana a permis à une dictature classique de se draper dans une bonne conscience majoritaire. Comment qualifierait-on en Europe un régime dont la pratique quotidienne aurait été celle des quotas "ethniques" dans les recrutements scolaires et professionnels et qui traiterait par le mépris le sort de centaines de milliers d'exilés? Comment peut-on croire que le général Habyarimana est le plus apte à mener son pays à la démocratie et, comme on dit, à être un "bon élève de la Baule"? Il existe aussi, bon gré mal gré, un multipartisme et des élections dans la Serbie de Monsieur Milosevic, mais personne n'aurait l'idée de voir en ce personnage un modèle de démocrate...

Quelle politique la France soutient-elle au Rwanda ?

La question qui se pose à nous n'est évidemment pas d'être pour ou contre le Rwanda, ni d'être pour ou contre les Hutu ou les Tutsi, comme s'il s'agissait d'espèces animales en voie de disparition. Il faut simplement définir une politique qui prenne en compte des enjeux et des options qui soient spécifiquement politiques, comme ailleurs dans le monde. Or que se passe-t-il actuellement au Rwanda?

D'un côté on trouve une faction extrémiste qui a choisi l'intégrisme ethnique comme moteur de son maintien au pouvoir, de l'autre un courant démocratique (regroupant des Hutu et des Tutsi), incarnant une nouvelle génération convaincue qu'une démocratie moderne suppose le dépassement des clivages et des exclusions d'un autre temps. Quant au FPR, il exprime, depuis son attaque d'octobre 1990, la colère et le défi d'une opposition armée où on trouve essentiellement la deuxième génération des exilés tutsi d'Ouganda ou d'ailleurs et des Hutu qui ne croient pas à l'efficacité de la seule opposition pacifique. Un nouvel espoir a surgi depuis juillet 1992 avec l'ouverture de négociations à Arusha.

Mais depuis octobre 1990 la minorité tutsi qui vit encore à l'intérieur du pays et aussi (ce qu'on oublie trop souvent) les démocrates ou simplement des gens issus des régions du centre et du sud, traités de "complices" des "cancrelats" (surnom donné aux rebelles du FPR), ont été victimes d'une série de violences, d'assassinats et de pogromes, dont le déroulement est toujours le même. Des militants de la mouvance de M. Habyarimana, c'est-à-dire les Jeunesses armées (*interahamwe*) de l'ancien parti unique MRND qu'il préside, le parti ultra-raciste CDR créé pour la cause en mars 1992 et des "escadrons de la mort" (dénoncés par une mission parlementaire flamande en septembre 1992) programment, provoquent et exécutent ces tueries avec la complicité de certaines autorités locales et de militaires. Et ensuite on fait croire, en français, aux Européens qui n'ont en

général pas suivi la propagande meurtrière développée en kinyarwanda, qu'il s'agissait de simples flambées de la "colère populaire" des "Hutu effrayés par le retour des féodaux tutsi".

Chacune de ces vagues de violence a été comme par hasard déclenchée à un moment crucial de la démocratisation et des négociations d'Arusha: massacres du Bugesera en mars 1992 à la veille de la formation d'un gouvernement de coalition MRND-partis démocratiques; tueries de Kibuye le 20 août 1992 au lendemain de la signature d'un protocole d'accord sur la transition démocratique, et surtout déchainements de novembre, décembre et janvier en réaction aux accords réalisés à Arusha sur un gouvernement de transition tripartite (MRND-coalition démocratique-FPR). Ces massacres ont suivi un discours tenu le 15 novembre à Ruhengeri par le président Habyarimana, traitant de chiffon de papier les accords d'Arusha, et surtout, le 22 novembre, un discours ultra-raciste tenu en préfecture de Gisenyi par un dignitaire du régime, membre du comité central du MRND, invitant la population à jeter les Tutsi dans la rivière Nyabarongo pour que leurs cadavres remontent vers l'Ethiopie. La fantasmagorie raciale des "Bantous et des Hamites" portée à son extrême!

La chronologie et les auteurs de ces massacres ne permettent donc pas de croire à une spontanéité populaire: contrairement aux prédictions caricaturales répétées ici et là depuis 1990, les paysans hutu n'ont pas été emportés dans un tourbillon de représailles contre leurs voisins tutsi, et les violences ont toujours été évitées quand les autorités locales ont fait leur devoir.

Les efforts de l'extrême droite rwandaise pour impliquer la République française dans ses calculs

En décembre 1990 le périodique officieux *Kangura*, promoteur du parti CDR et dont l'orientation a été qualifiée à juste titre de "hitlérienne" par des libéraux belges, publia un numéro qui contenait un véritable appel à la "purification ethnique" sous forme de "Dix commandements du Hutu". Ce même numéro avait l'audace de faire figurer en dernière page un portrait de François Mitterrand, sous-titré "un véritable ami du Rwanda".

Le 20 août 1992, au moment même où des militants de la CDR suscitaient des violences racistes à Kibuye, un des leaders les plus importants de ce parti extrémiste envoyait à notre Président une lettre ouverte accompagnée d'une pétition de 700 Rwandais pour remercier l'armée française de son appui à l'armée rwandaise. Or les promoteurs de cette manifestation de "gratitude" pour le moins ambiguë se flattaient en septembre à Kigali d'avoir reçu en retour des remerciements de Paris.

Dernier épisode, le fantasme inlassablement répété par les extrémistes de Kigali, à savoir "le plan de domination tutsi-hima sur la région des grands lacs" (véritable Protocole des Sages de Sion à l'Africaine) qui serait mené par le président Museveni d'Ouganda et qui expliquerait tous les malheurs du régime de Kigali, est repris tel quel par des services français pour expliquer la rupture du cessez-le-feu par le FPR le 7 février

dernier (voir *Le Monde* et *Le Canard enchaîné* du 17 février 1993, *Valeurs actuelles* du 1er mars).

Qu'on le veuille ou non, ces intrigues d'arrière-garde d'un régime usé et en particulier d'une faction qui serait clairement identifiée comme raciste sur notre échiquier politique, visent à exploiter de façon scandaleuse l'indifférence, la naïveté, l'ignorance ou le cynisme d'observateurs lointains, avec l'espoir de légitimer une orientation bien précise.

L'opposition démocratique, avenir du Rwanda

Le fait le plus nouveau et le plus encourageant de l'histoire récente du Rwanda réside dans le développement d'un mouvement démocratique, qui s'exprime dans des journaux, dans des partis politiques (MDR, PSD, PL, PDC) et dans des associations de défense des Droits de l'homme. Or ce mouvement, dans ses discours et ses actions, associe étroitement la démocratisation du pays aux négociations de paix avec le FPR et au dépassement du clivage raciste hutu-tutsi. A plusieurs reprises depuis juin 1992 ses positions sont apparues comme sensiblement plus proches de celles du FPR que de celles de la faction présidentielle.

Que fait la France pour aider ce mouvement démocratique, dont le succès, inévitable à terme, représente l'avenir du Rwanda? Où est l'esprit de la patrie des Droits de l'homme quand on conseille à ce mouvement d'établir un compromis prioritaire avec un pouvoir en bout de course, que lui-même vient de qualifier de "raciste, régionaliste belliciste et dictatorial"?

Successivement la Belgique, les Etats-Unis, le Canada ont dénoncé les responsabilités du régime Habyarimana dans la dégradation de la situation. Chacun voit en effet que c'est l'avenir de toute une région qui est en jeu. A force de s'entêter dans une vision raciale et de vouloir réduire, selon un schématisme idéologiquement très douteux, le débat politique de ce pays à une "guerre ethnique" entre Hutu et Tutsi, on joue une carte extrêmement dangereuse pour la vingtaine de millions d'habitants de la région des grands lacs et aussi -cela est déjà très sensible et doit être dit- pour l'image de notre pays en Afrique.

Paris, 8 mars 1993

Jean-Pierre CHRETIEN
 Historien - Directeur de recherche CNRS
 Centre de recherches africaines - Paris 1